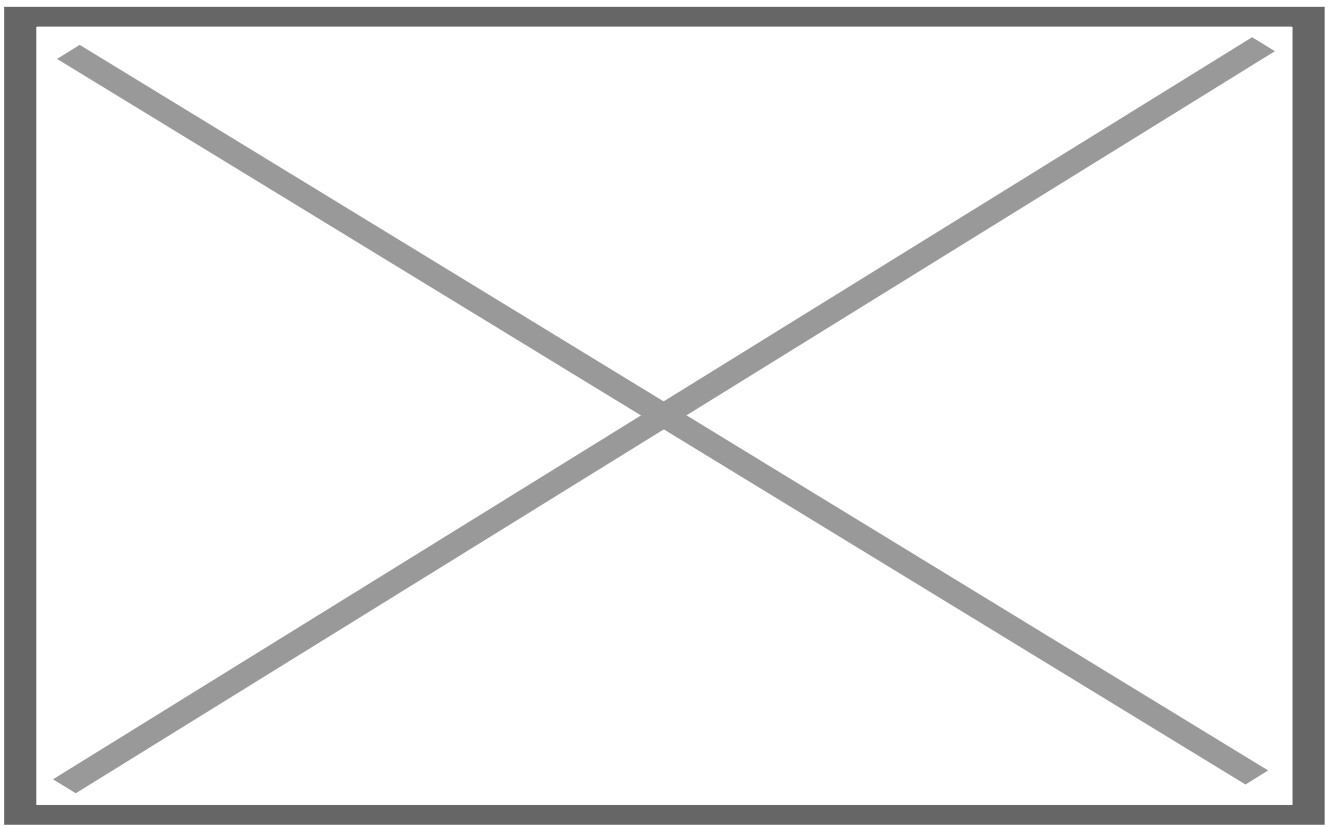


Le moment sud-africain d'Israël est-il arrivé ?

Description

Par Omar Barghouti et Stefanie Fox, le 8 février 2022

Lorsque Amnesty International publie un rapport historique sur l'apartheid israélien, il est temps que les Américains exigent que leur gouvernement cesse d'être complice et prenne ses responsabilités.



(Majdi Mohammed / AP Photo)

La semaine dernière, Amnesty International a publié un [rapport](#) basé sur des recherches minutieuses dénonçant la réalité objective du système d'apartheid israélien, en place depuis plusieurs décennies, qui traite les Palestiniens comme un groupe racial inférieur. Avant même la publication officielle, le gouvernement israélien a commencé à diffamer et à calomnier Amnesty dans une tentative désespérée pour torpiller ce rapport accablant. [Yair Lapid](#), ministre israélien des Affaires étrangères, a résumé la préoccupation stratégique qui hante son gouvernement : « Appeler Israël un État d'apartheid constituait depuis très longtemps une tendance qui se développait lentement et, en 2022, ce sera une véritable menace. »

Lapid a raison de parler d'un point de bascule. Pourtant, même si ce rapport a certainement changé la donne tant donn la dimension et l'influence d'Amnesty, sa conclusion principale n'a rien de surprenant. Les Nations unies, ainsi que les dirigeants et groupes de défense des droits humains palestiniens et sud-africains, disent la même chose depuis des années. L'an dernier, [Bâtselem](#), la principale organisation israélienne de défense des droits humains, a publié un rapport intitulé "Un régime de suprématie juive du Jourdain à la Méditerranée : C'est un apartheid", après quoi [Human Rights Watch](#) a publié un rapport accusant Israël de perpétrer les crimes contre l'humanité d'apartheid et de persécution.

Pourquoi le consensus de plus en plus large qui donne sa dénomination juridique correcte à un régime de suprématie et de domination raciales fait-il perdre leur sang-froid aux autorités israéliennes ? Parce que l'apartheid est un crime contre l'humanité.

Cela signifie que nous devons tous jouer un rôle dans le démantèlement de ce système oppressif en affrontant toutes les formes de complicité qui contribuent à le maintenir. Non seulement nous savons comment nous y prendre, mais nous le faisons déjà.

Nous sommes un Palestinien qui subit l'apartheid israélien et s'y oppose, et une Juive américaine qui a passé des décennies à le combattre. Nous sommes l'un et l'autre actifs dans Boycott, Désinvestissement et Sanctions ([BDS](#)), le mouvement dirigé par les Palestiniens, non-violent et [inclusif](#) qui a joué un rôle déterminant depuis son lancement en 2005 en suscitant une prise de conscience concernant l'apartheid israélien et en [préconisant efficacement](#) des sanctions ciblées, légales, afin de le démanteler et précipiter les mêmes tactiques que celles utilisées contre l'Afrique du Sud de l'apartheid. Cette action de plaider [a nettement gagné du terrain](#) depuis 2020 dans le sillage des projets israéliens d'annexion officielle de secteurs importants du territoire palestinien occupé.

Dans son rapport, Amnesty pose à juste titre la question de la responsabilité des États qui renforcent le régime d'apartheid d'Israël en lui fournissant des armes, du matériel et d'autres outils lui permettant de perpétrer des crimes aux termes du droit international et en lui assurant une couverture diplomatique, notamment au Conseil de sécurité des Nations unies, pour lui éviter de répondre de ses actes. Pour ce qui est d'accorder à l'apartheid israélien des moyens, des armes, des fonds et une protection, aucun État n'est aussi complice que les États-Unis, dont le financement militaire annuel s'élève à 3,8 milliards de dollars et dont on ne compte plus les vetos aux Nations unies destinés à éviter qu'Israël ait à répondre de ses graves violations des droits des Palestiniens.

Pour [citer](#) Desmond Tutu, défunt héros de la lutte sud-africaine contre l'apartheid, les États-Unis placent Israël sur un piédestal, au-dessus de toute critique et de toute obligation de rendre des comptes. Le mouvement BDS fait campagne pour faire descendre Israël de ce piédestal afin que ce régime soit jugé et traité en vertu des principes universels du droit international et des droits humains qui s'appliquent ailleurs. En tant que contribuables finançant 20 pour cent du budget militaire israélien et dont les élus au plus haut niveau ont assuré l'impunité à Israël depuis des décennies, les Américains peuvent et doivent refuser le maintien du statu quo, et demander que l'obligation de rendre des comptes prenne la place de la complicité.

Nous savons avec certitude que c'est exactement ce que souhaite un pourcentage de plus en plus fort d'Américains. Un grand nombre d'Américains, y compris [la majorité des Démocrates](#),

soutiennent des sanctions ou une action plus vigoureuse contre Israël en rapport avec les colonies illégales. Un nombre croissant d'Américains juifs partage cette conviction. En 2021, une [enquête](#) du Jewish Electoral Institute montrait qu'un quart des Américains juifs considéraient Israël comme un État d'apartheid. Soixante pour cent approuvaient la restriction de l'aide à Israël pour qu'elle ne puisse pas être utilisée à l'extension des colonies.

Dans l'année qui vient de s'écouler, nous avons vu au moins un mouvement sans précédent de solidarité globale avec les Palestiniens qui proclament leur droit à la liberté, la justice et l'égalité, et combattent la politique de possession violente menée par Israël dans Jérusalem-Est occupée et dans Al-Naqab (désert du Néguev), ainsi que son siège et son [offensive brutale contre Gaza](#). Le soutien au BDS en tant que forme la plus efficace de cette solidarité [a pris des proportions considérables](#).

[Des milliers de travailleurs et travailleuses de la culture](#), y compris des musiciens, des universitaires et des [cinéastes](#), soutiennent le boycott académique et culturel institutionnel d'Israël. L'activisme économique a conduit de grandes sociétés à abandonner des projets impliqués dans le système israélien d'oppression contre les Palestiniens. Les grandes églises américaines et de gros fonds souverains en Europe désinvestissent des entreprises qui tirent profit de l'occupation israélienne.

Et tout cela, c'était avant le rapport d'Amnesty.

Tout compte fait, si Israël manifeste son courroux contre Amnesty qui a eu l'audace de publier une pareille attitude, c'est qu'il voit l'inscription sur le mur, ces mots que les Palestiniens et les millions d'hommes et de femmes du monde entier qui soutiennent leur droit fondamental à la liberté, à la justice et à l'égalité voient depuis des années : le moment sud-africain d'Israël se rapproche.

[Omar Barghouti](#)

Omar Barghouti est un défenseur palestinien des droits humains et cofondateur du mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) pour les droits des Palestiniens.

[Stefanie Fox](#)

Stefanie Fox est Directrice exécutive de Jewish Voice for Peace.

Source : [The Nation](#)

Traduction SM. pour l'Agence Média Palestine

Tags

1. Afrique du sud
2. Amnesty international
3. apartheid
4. BDS
5. moment sud-africain
6. Omar Barghouti

7. rapport
8. Stefanie Fox
9. the nation

date crée
2022/02/09